

COMMISSION NATIONALE DES FORFAITS

Quelle transparence économique des OGEC gestionnaires d'écoles primaires catholiques associées par contrat à l'Etat vis-à-vis des communes débitrices du forfait communal ?

Les écoles privées d'enseignement associées par contrat au service public d'éducation participent pleinement à la mission nationale d'instruction et d'éducation de tous les enfants. Elles sont généralement gérées par une association à but non lucratif dénommée OGEC, qui donne aux écoles leur existence juridique.

Cette association au service public de l'enseignement engendre un financement public des établissements ; c'est le forfait d'externat. Ce financement public est le corolaire du principe de gratuité qui est affirmé à l'article R 442-48 du code de l'éducation « le régime de l'externat simple pour les classes placées sous le régime de l'association est la gratuité ». Ce financement public permet de faire vivre le pluralisme scolaire que la Constitution française garantit solennellement, au nom de la liberté de choix de l'école par les familles.

Les OGEC sont bénéficiaires de deux types de financement public :

- le forfait d'externat dénommé forfait communal ou intercommunal qui est la contribution obligatoire pour la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ;
- les subventions à caractère social (aide à la cantine, financement des actions pédagogiques telles que les voyages linguistiques et culturels...) qui sont facultatives pour la commune ou EPCI.

Le devoir de transparence financière des OGEC à l'égard des communes diffère selon la nature du financement public.

Ainsi, les subventions sont octroyées en fonction de projet précis : le bénéficiaire de la subvention doit rendre compte à l'euro près de l'utilisation de la subvention par un décompte financier du projet réalisé (présentation de factures). La subordination de l'octroi de subventions à la réalisation d'un projet précis est donc inhérente à leur nature.

Pour les forfaits d'externat, la problématique n'est pas la même puisque le critère de financement n'est pas le coût du service scolaire rendu par l'OGEC, mais le coût de ce service supporté par la collectivité publique pour l'enseignement public.

La difficulté vient du fait que le financeur, dans une logique similaire à celle des subventions facultatives, formule parfois l'exigence que le coût de l'élève scolarisé dans un établissement privé corresponde exactement au coût de l'élève scolarisé dans l'enseignement public. La collectivité publique est donc tentée de vérifier que l'OGEC dépense le forfait de la même manière qu'elle.

La présente note vise à examiner les règles en matière de transparence financière externe des OGEC, notamment face aux demandes d'informations de plus en plus précises des communes ou EPCI redevables du forfait communal.

1) RECOMMANDATION DE MISE EN ŒUVRE DE L'OBLIGATION LÉGALE DE TRANSPARENCE FINANCIÈRE QUI INCOMBE AUX OGEC

a. Vis-à-vis de l'État

L'État est le contrôleur financier des établissements catholiques d'enseignement qui fonctionnent sous le régime du contrat d'association, conformément aux articles R 442-9 à R 442-21 au code de l'éducation (*cf. annexe 1*). L'État, par l'entremise du préfet, est le signataire des contrats d'association. Il verse une partie du forfait d'externat aux collèges et lycées, il n'intervient pas dans le

financement du fonctionnement des écoles primaires (hormis les salaires des enseignants). Pour autant, il est le contrôleur de l'ensemble des établissements d'enseignement privé associés à l'État par contrat.

C'est une démarche déclarative annuelle à laquelle sont tenus les OGEC pour permettre à l'État d'exercer son contrôle par le biais des Trésoreries Générales (communément appelées TPG).

La FNOGEC a mis en place deux modèles de déclarations financières en lien avec le ministère des finances : le GS-CFRR (Gestion scolaire / compte de fonctionnement et de résultat résumé) et le GS-CFRA (Gestion scolaire / compte de fonctionnement et de résultat analytique).

Dès qu'un OGEC dispose à la fois, dans sa gestion scolaire, d'un secteur d'enseignement sous contrat et d'une cantine, il doit remplir d'une part la déclaration résumée (ou générale, toutes activités de gestion scolaire confondues) et d'autre part la déclaration analytique ou sectorielle, séparant chaque secteur d'enseignement, et chaque secteur accessoire (école, collège, lycée, restauration, hébergement...)

Dans le cadre de cette démarche déclarative, il n'est pas nécessaire de faire apparaître, au sein de chaque secteur d'enseignement de la gestion scolaire, l'affectation budgétaire entre un sous-secteur familles et un sous-secteur collectivités publiques ; le cadre légal n'y contraint pas.

Nous insistons sur l'obligation d'adresser cette déclaration au TPG dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice les comptes (cf. annexe 1 : article R 442-18 du Code de l'éducation). L'OGEC dispose de 3 mois suivant le quitus donné aux comptes par son assemblée générale, pour adresser les déclarations financières au TPG.

Le TPG peut exercer soit un contrôle sur pièces, soit un contrôle sur place les documents requis seront donc beaucoup plus exhaustifs (voir chapitre D43 de la DSEL : contrôle financier de l'État).

b. vis-à-vis de la commune ou EPCI

La commune ne signe pas le contrat d'association. En tant que financeur des écoles associées à l'État par contrat, elle dispose toutefois d'un droit de regard sur l'utilisation du forfait d'externat qu'elle verse.

Les conditions d'exercice du contrôle des communes ou EPCI :

Ce contrôle se fait à l'occasion de la réunion de l'organe compétent qui délibère sur le budget des classes sous contrat à laquelle est invité le représentant de la commune (cf. annexe 1 : article L 442-8 du Code de l'éducation).

L'organe délibérant visé pour l'exercice du contrôle de la collectivité publique est le conseil d'administration de l'OGEC où sont arrêtés les comptes généraux et analytiques de l'exercice clos, plutôt que l'assemblée générale. En effet, la transparence financière n'est pas suffisamment assurée à l'AG qui présente, en principe, les seuls comptes agrégés de la personne morale, toutes activités confondues. Or, le représentant de la collectivité territoriale souhaite identifier les produits et charges, le résultat, du seul secteur d'enseignement que sa collectivité finance.

Ainsi, lors de cette réunion, il convient de présenter non seulement le budget prévisionnel mais aussi les comptes de l'exercice clos, pour permettre à l'élu de comprendre l'état économique de l'école qu'il finance **Recommandations :**

L'OGEC est tenu d'inviter le représentant de la commune ou de l'EPCI au conseil d'administration qui arrête les comptes.

Lors de cette réunion, il convient, en outre, de communiquer au représentant de la collectivité le compte de fonctionnement sectoriel détaillé de la gestion scolaire (cf. annexe 2 : modèle de ce tableau).

Il se peut que l'élu de la collectivité territoriale ne puisse pas venir ou se faire représenter. Au titre des bonnes pratiques de gouvernance, il vous appartient de transmettre à la mairie et plus précisément à son service éducation, si elle en dispose d'un, les documents comptables dont il aurait eu connaissance lors de la réunion.

c. Le contrôle exercé par les Chambres Régionales des Comptes

Les articles L 211-4 et suivants du Code des juridictions financières permettent aux Chambres Régionales des Comptes (CRC) d'assurer la vérification des comptes de tout organisme bénéficiant d'un concours financier public supérieur à 1 500€.

Les CRC sont donc habilités à contrôler tous les OGEC au titre des forfaits d'externat qu'ils perçoivent. Dans cette hypothèse, la CRC peut avoir accès à l'ensemble des comptes y compris les comptes de bilan. Ce contrôle est toutefois très peu exercé aujourd'hui.

2) RECOMMANDATION DE TRANSPARENCE FINANCIÈRE À L'ÉGARD DES COMMUNES (OU EPCI) DANS LE CADRE DE NÉGOCIATIONS

Lors des négociations des participations financières aux dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association (forfait communal ou intercommunal), les représentants de la commune demandent de plus en plus souvent des informations sur le fonctionnement de nos écoles. Les causes de ces demandes d'information peuvent être multiples.

Le souci des communes est de vérifier que le forfait que nous leur réclamons est bien dédié au fonctionnement de l'externat, et non à la cantine ou à la réalisation de gros travaux sur les bâtiments. Cette préoccupation est légitime.

Il en va différemment lorsque la commune exige que nos écoles utilisent la contribution financière versée conformément à certains de leurs ratios de gestion comme le ratio d'emploi (exemple : une ATSEM par classe de maternelle).

Lorsque le forfait communal est versé sur facture, ce qui est prévu réglementairement, le versement de cette contribution financière ou tout au moins une partie de celle-ci est nécessairement conditionné à la réalisation d'une dépense précise.

Le paiement sur facture reste essentiellement en vigueur dans les territoires à forte tradition de contrat simple (Maine et Loire, Deux Sèvres), où il fallait produire des comptes d'emploi.

Dans cette configuration, nous sommes confrontés à une incompréhension de la part de la commune, liée à notre fonctionnement différent du leur. Par exemple, le salaire du chef d'établissement de l'école primaire est à la charge de l'État dans les écoles publiques or l'OGEC l'assume dans l'école privée.

Recommandations :

La demande d'information, voire de contrôle du fonctionnement de nos écoles n'est pas homogène sur tout le territoire. Il convient toutefois d'y répondre en produisant le compte de fonctionnement sectoriel (école élémentaire / maternelle) détaillé de la gestion scolaire, ou le tableau de bord INDICES présentant la structure de fonctionnement de l'école primaire.

Si la mairie demande à voir le bilan ou le détail des comptes de l'école, il convient d'accéder à sa demande en prenant soin de le transmettre accompagné d'une note explicative. En effet, le refus de transmettre ce document susciterait une suspicion chez l'interlocuteur de la mairie, ce qui ne favorise pas un climat de négociation. Un rappel du cadre juridique du forfait et la production d'une note explicative accompagnant l'envoi des informations économiques demandées par la mairie

devrait permettre d'écarter le risque de limitation du montant du forfait aux propres dépenses de l'OGEC (dépenses qui révèlent en général un sous fonctionnement).

Exprimer auprès des mairies la volonté de transparence de fonctionnement à leur égard, ne peut que favoriser un climat partenarial favorable.

Pour marquer le partenariat qui lie les OGEC et les communes, il conviendrait que l'UDOGEC, de concert avec la direction diocésaine, adresse à l'association départementale des maires de France, un rapport économique et social des écoles primaires catholiques de leur territoire à partir des données INDICES/EC-OL.



ANNEXE 1

CODE DE L'ÉDUCATION

Article L442-5

Les établissements d'enseignement privés du premier et du second degré peuvent demander à passer avec l'Etat un contrat d'association à l'enseignement public, s'ils répondent à un besoin scolaire reconnu qui doit être apprécié en fonction des principes énoncés aux articles L. 141-2, L. 151-1 et L. 442-1.

Le contrat d'association peut porter sur une partie ou sur la totalité des classes de l'établissement. Dans les classes faisant l'objet du contrat, l'enseignement est dispensé selon les règles et programmes de l'enseignement public. Il est confié, en accord avec la direction de l'établissement, soit à des maîtres de l'enseignement public, soit à des maîtres liés à l'Etat par contrat. Ces derniers, en leur qualité d'agent public, ne sont pas, au titre des fonctions pour lesquelles ils sont employés et rémunérés par l'Etat, liés par un contrat de travail à l'établissement au sein duquel l'enseignement leur est confié, dans le cadre de l'organisation arrêtée par le chef d'établissement, dans le respect du caractère propre de l'établissement et de la liberté de conscience des maîtres.

Nonobstant l'absence de contrat de travail avec l'établissement, les personnels enseignants mentionnés à l'alinéa précédent sont, pour l'application des articles L. 2141-11, L. 2312-8, L. 2322-6, L. 4611-1 à L. 4611-4 et L. 4611-6 du code du travail, pris en compte dans le calcul des effectifs de l'établissement, tel que prévu à l'article L. 1111-2 du même code. Ils sont électeurs et éligibles pour les élections des délégués du personnel et les élections au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et au comité d'entreprise. Ils bénéficient de ces institutions dans les conditions prévues par le code du travail. Les rémunérations versées par l'Etat à ces personnels sont prises en compte pour le calcul de la masse salariale brute, tel que prévu aux articles L. 2325-12 et L. 2325-43 du même code, et la détermination du rapport entre la contribution aux institutions sociales et le montant global des salaires, mentionné à l'article L. 2323-86 du même code.

Les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public.

Les établissements organisent librement toutes les activités extérieures au secteur sous contrat.

Article L442-8

Le contrat d'association prévoit la participation aux réunions de l'organe de l'établissement compétent pour délibérer sur le budget des classes sous contrat :

- 1° En ce qui concerne les classes des écoles, d'un représentant de la commune-siège de l'établissement et de chacune des communes où résident au moins 10 % des élèves et qui contribue aux dépenses de fonctionnement des classes fréquentées ;
- 2° En ce qui concerne les classes des établissements du second degré, d'un représentant de la collectivité compétente.

Article R442-9

Les préfets sont institués ordonnateurs secondaires pour le paiement des dépenses auxquelles donne lieu l'application des textes réglant les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés.

Les préfets peuvent déléguer leur signature soit au recteur d'académie, soit à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale.

Article R442-10

Les trésoriers-payeurs généraux sont comptables assignataires des dépenses mentionnées à l'article R. 442-9.

Article R442-16

Le contrôle financier des établissements d'enseignement placés sous le régime du contrat simple ou du contrat d'association incombe au trésorier-payeur général du département du siège de l'établissement, en liaison avec les inspecteurs généraux de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche et les services académiques. Il est exercé dans les conditions définies aux articles R. 442-17 à R. 442-21. Les établissements mentionnés au premier alinéa sont également soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances.

Article R442-17

Le contrôle exercé par le trésorier-payeur général a pour objet de :

- 1° Vérifier l'exactitude des divers éléments pris en compte dans les mandatements énumérés aux articles R. 442-11, R. 442-12 et R. 442-14 ;
- 2° S'assurer que les contributions demandées aux familles des externes simples des classes placées sous contrat d'association sont conformes aux clauses du contrat ;
- 3° Vérifier la conformité de l'utilisation par l'établissement de la contribution de l'Etat prévue aux articles L. 442-9 et R. 442-45 à R. 442-47 ;
- 4° Déterminer si le taux de réduction des redevances de scolarité, tel qu'il est prévu à l'article 9 du décret n° 60-746 du 28 juillet 1960 mentionné à l'article R. 442-12, correspond effectivement à la prise en charge par l'Etat des traitements des maîtres agréés.

Article R442-18

Pour l'exercice du contrôle financier prévu aux articles R. 442-9 à R. 442-17, les établissements sont tenus :

- 1° De conserver et de présenter à toute réquisition du trésorier-payeur général ou de son délégué copie de toutes les pièces justificatives énumérées aux articles R. 442-11, R. 442-12 et R. 442-14 ;
- 2° D'adresser au trésorier-payeur général, dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice, les comptes de résultats de l'exercice écoulé. Si l'établissement titulaire d'un contrat a bénéficié de ressources afférentes à la taxe d'apprentissage, l'emploi de ces ressources doit être retracé en détail sous une rubrique spéciale.

Article R442-19

Les établissements placés sous contrat d'association sont tenus d'organiser leur comptabilité de manière telle que celle-ci fasse apparaître distinctement pour le secteur de l'établissement placé sous le régime du contrat :

- 1° Les charges et les produits de l'exercice ;
- 2° Les résultats ;
- 3° La situation des immobilisations et le tableau des amortissements correspondants.

Cette comptabilité, qui est tenue à la disposition du trésorier-payeur général ou de son délégué, s'inspire du plan comptable général approuvé par arrêté du 22 juin 1999 du ministre de la justice, du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé du budget.

Article R442-20

Le rapport de vérification du trésorier-payeur général est communiqué au chef de l'établissement, qui doit produire ses observations dans un délai d'un mois.

Passé ce délai, un exemplaire de ce rapport, complété le cas échéant par les observations du chef d'établissement et par les nouvelles observations du trésorier-payeur général, est adressé au ministre chargé de l'éducation par l'intermédiaire du recteur d'académie.

Un autre exemplaire est adressé au ministre chargé du budget.

Article R442-21

Lorsque le trésorier-payeur général constate des manquements graves aux clauses financières du contrat simple ou du contrat d'association, il suspend le paiement des mandats établis au bénéfice de l'établissement si la direction de celui-ci est en cause, ou le paiement des rémunérations des maîtres reconnus responsables des manquements constatés.

Le paiement ne peut ensuite intervenir que sur réquisition de l'ordonnateur.

CODE DES JURIDICTIONS FINANCIERES

Article L211-4

La chambre régionale des comptes peut assurer la vérification des comptes des établissements, sociétés, groupements et organismes, quel que soit leur statut juridique, auxquels les collectivités territoriales leurs établissements publics ou les établissements publics nationaux dont le contrôle leur a été délégué en application de l'article L. 111-9 apportent un concours financier supérieur à 1 500 euros ou dans lesquelles ils détiennent, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants, ou exercent un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

ANNEXE 2

GESTION SCOLAIRE - COMPTE DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTAT DETAILLE AU :		ORGANISME DE	ETABLISSEMENT
GS.CFRD			
CHARGES			
N° comptes	GESTION SCOLAIRE GS.CFRD - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	N	N-1
64/63/62	COUTS DE PERSONNEL		
641	Appointements bruts		
6413	Rémunérations diverses		
645/647	Charges sociales et assimilées		
631/3/8/9	Charges fiscales et assimilées		
648	Autres charges de personnel		
6483	Charges sociales personnel sous contrat avec l'Etat		
621	Personnel intérimaire et extérieur		
649	Remboursement de charges de personnel (déduire)		
A	TOTAL COUTS DE PERSONNEL		
61322/96	Valorisation équivalent loyer		
B1	EQUIVALENT LOYER		
60	CONSOMMATIONS		
601/603	Matières premières et variations de stocks		
604.	Prestations de services incorporées : nettoyage locaux		
604.	Prestations de service incorporées : restauration		
604.	Prestations de service : autres		
606.	Energie et fluides		
6063	Fournitures d'alimentation		
6065/7	Matières, fournitures et petit matériel : logistique, économique		
6068	Matières, fournitures et petit matériel : pédagogique		
6069	Matières, fournitures et petit matériel : éducatif		
607	Livres et fournitures pour cession aux familles		
	SOUS TOTAL CONSOMMATIONS		
61	AUTRES CHARGES EXTERNES		
612	Redevance Crédit bail (biens mobiliers)		
6135	Locations mobilières		
6152	Entretien et réparations des biens immobiliers hors article 606 du Code civil		
6155	Entretien et réparations : biens mobiliers		
6156	Contrats de maintenance		
6165 à	Primes d'assurances		
618	Documentations et divers		
	SOUS TOTAL AUTRES CHARGES EXTERNES		
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS		
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		
623	Information, publications et relations publiques		
624	Transports : biens, élèves, personnel		
625	Déplacements, missions et réceptions		
626/7	Frais postaux, de télécommunications, services bancaires		
628	Cotisations et divers		
	SOUS TOTAL AUTRES SERVICECS EXTERIEURS		
63	AUTRES IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES		
635	Impôts et taxes autres que fonciers		
637	Autres impôts divers		
	SOUS TOTAL AUTRES IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES		
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		
654	Pertes sur créances irrécouvrables		
655	Quote part frais sur opérations faites en commun		
658	Charges diverses de gestion courante		
	SOUS TOTAL AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		
66	CHARGES FINANCIERES		
6614 à 6618	Charges d'intérêts		
667	Charges financières nettes sur cession VMP		
	SOUS TOTAL CHARGES FINANCIERES		
68	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		
681	Dot. aux amortissements : charges de fonctionnement		
6815	Dot. aux provisions pour risques		
6816/7	Dot. aux provisions pour dépréciations		
689	Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	SOUS TOTAL AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		
B2	TOTAL AUTRES COUTS		
C	TOTAL CHARGES BRUTES DE FONCT. COURANT (A+B1+B2)		
	CHARGES EXCEPTIONNELLES ANTERIEURES ET DIVERSES		
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
672	Charges sur exercices antérieurs		
675	Valeurs comptables nettes des éléments d'actif cédés		
687	Dotations aux amortissements et provisions exceptionnelles		
I	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES		
K	(C+I) TOTAL DES CHARGES DE L'EXERCICE		
*	(K-L) RESULTAT : EXCEDENT DE L'EXERCICE		
	TOTAUX		

GESTION SCOLAIRE - COMPTE DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTAT DETAILLE AU :		ORGANISME DE	ETABLISSEMENT
GS.CFRD			
PRODUITS			
N° comptes	GESTION SCOLAIRE GS.CFRD - PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	N	N-1
7061	PARTICIPATION DES FAMILLES (ACTIVITES PRINCIPALES)		
70611	Participation des familles : enseignement		
70612	Participation des familles : restauration		
70613	Participation des familles : hébergement		
70614	Participation des familles : transport scolaire		
7069	Report de participations		
709	RABAIS, REMISES, REDUCTIONS (à déduire)		
D	PARTICIPATIONS DES FAMILLES		
7065	PARTICIPATIONS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES		
70651	Participation Etat		
70652	Participation Régions		
70653	Participation Départements		
70654	Participation Communes		
	SOUS TOTAL		
	AUTRES PARTICIPATIONS		
7066	Participations par établissements publics		
7067	Entreprises et organismes privés		
7068	Autres participations		
	SOUS TOTAL AUTRES PARTICIPATIONS		
E	PARTICIPATIONS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES		
74	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR AUTRES ACTIVITES		
741	Subventions Etat		
742	Subventions Régions		
743	Subventions Départements		
744	Subventions Communes		
748	Subventions autres		
749	Report de subventions (à déduire)		
F	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT		
708	PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES		
7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel		
7082	Prestations annexes aux élèves		
7083	Prestations diverses aux tiers		
7086	Prestations diverses de formation permanente		
	SOUS TOTAL PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES		
701/713	CESSIONS OU VENTES DE PRODUITS		
72	PRODUCTION IMMOBILISEE		
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		
754	Collectes et dons affectés à la gestion scolaire		
755	Remboursement des frais		
757	Quote-part éléments des fonds associatifs virés au compte de résultat		
758	Autres produits divers de gestion courante		
	SOUS TOTAL AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		
76	PRODUITS FINANCIERS		
78	REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		
7815	Reprise sur provisions pour risques		
7816	Reprise sur provisions pour dépréciations		
789	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	SOUS TOTAL REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		
790	TRANSFERT DE CHARGES		
G	AUTRES PRODUITS		
H	TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT (D+E+F+G)		
77/78	PRODUITS EXCEPTIONNELS ANTERIEURS ET DIVERS		
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
772	Produits sur exercices antérieurs		
775	Produits des cessions d'éléments d'actif		
787	Reprise sur provisions exceptionnelles		
J	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS		
L	(H+J) TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE		
*	(K-L) RESULTAT : DEFICIT DE L'EXERCICE		
	TOTAUX		

EXERCICES					
Elèves par niveaux	Ens. Pré-élémentaire				
	Ens. Elémentaire				
	Ens. Collège				
	Ens. Lycée GT				
	Ens. Lycée Pro.				
TOTAL ELEVES SCOLARISES					
dont	Demi-pensionnaires				
	Pensionnaires				

TABLEAU DE SYNTHESE
DES RESULTATS ANALYTIQUES
DE LA GESTION SCOLAIRE PAR SECTEUR
(supprimer les centimes)

GS.CFRA

EXERCICE :

OGE :

RUBRIQUES		Ref. CFRR	Montants globaux de l'établissement	Analyse sectorielle							Opérations exception- nelles	
				Activités accessoires			Activités d'enseignement					
				Restaurat°	Héberge- ment	.../...	Ens. pré- élémentaire	Ens. Elémentaire	Ens. Collège	Ens. Lycée GT		Ens. Lycée Pro.
1.1.	Charges ou coût de fonctionnement	C										
1.2.	Produits ou ressources de fonctionnement	H										
N.1.	excédentaire	H - C										
	RESULTATS DE FONCTIONNEMENT COURANTS											
	ou											
	déficitaire	C - H										
2.1.	Charges exceptionnelles	I										
2.2.	Produits exceptionnels	J										
N.2.	excédentaire	L - K										
	RESULTATS NETS											
	ou											
	déficitaire	K - L										